

Tendances

L'élection surprise de Donald Trump à la Présidence américaine a donné le signal de départ d'une véritable course arabe à la Maison-Blanche, notamment parmi les dirigeants déçus par l'administration sortante. Les dirigeants arabes retrouvent ainsi leurs repères traditionnels et historiques en reprenant le chemin de Washington, même s'ils hésiteront longtemps encore avant d'oser s'enfermer à nouveau dans un tête-à-tête exclusif avec les Etats-Unis. Le Brexit encourage Londres à tenter un retour en force sur la zone, et révisé avec pragmatisme sa stratégie moyen-orientale. La Russie ne cesse de consolider ses acquis géopolitiques, à la faveur d'une instabilité qu'elle a su exploiter à bon escient. Les pays asiatiques s'invitent dans le jeu régional, alors que leurs partenaires arabes, iraniens, israéliens et turcs poursuivent eux aussi leur pivot asiatique. L'UE s'efforce de gagner en influence sur la zone, avec des résultats peu convaincants encore aujourd'hui. Ses Etats membres réussissent bien mieux dans leur positionnement régional, même si dans certains cas l'opportunisme et l'individualisme l'emportent sur la solidarité européenne ou occidentale. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, occupent des créneaux porteurs, et usent de leurs multiples leviers pour garantir chacune l'influence qu'elle pense mériter sur la zone et la part de marché qui va avec. Qu'en est-il de la France ?

Agir, et agir vite, pour confirmer l'image de la « troisième voie »

Dans une note datée de mai 2012 [[France -Moyen-Orient : François Hollande vu par les Arabes](#)], MESP soulignait la nécessité pour le Président français François Hollande, qui succédait alors à Nicolas Sarkozy, de se construire une image qui valoriserait la France auprès de ses partenaires et des acteurs qui comptent au Moyen-Orient. Plus tard, dans une note datée de décembre 2015 [[MENA : Le Front National et l'image de la France dans le monde arabo-musulman](#)], MESP revenait sur l'évolution de l'image de la France dans cette partie du monde, avec la montée en puissance du Front National, pour conclure que vu du Moyen-Orient, Paris est et restera un partenaire crédible, utile et nécessaire, **tant que ce partenariat servira, directement, les intérêts prioritaires des régimes en place.**

Le Président sortant François Hollande n'a pas su se construire une image valorisante

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

après du monde arabo-musulman, mais il a su préserver les intérêts, à court terme, de la France. Il a pu profiter de la fragilisation des régimes arabes, surfer sur le dossier iranien et sur le dossier syrien, tirer parti de l'éclipse de Londres et des tergiversations de l'administration Obama, etc., pour maintenir la France dans le jeu géopolitique régional. Pour cela, il a usé des multiples atouts dont dispose la France : outils diplomatiques, économiques, militaires [[Syrie – France : La 'diplomatie des Rafale' permet à Paris de rester dans le jeu](#)], culturels, humanitaires, médiatiques, technologiques, etc., et il l'a fait, avec ses équipes, à bon escient.

Il aurait pu mieux faire, certes, n'était-ce, surtout, **les blocages idéologiques qui limitaient, inconsciemment parfois, les actions et le positionnement de la France** sur les dossiers les plus sensibles de la région. Les actions étaient parfois menées par la France de manière réactive, sans le recul nécessaire, voire même de manière opportuniste au risque de perdre en cohérence stratégique. Le contexte géopolitique régional et mondial, aussi agité fût-il, offrait, en effet, des opportunités inestimables pour la France sur la scène moyen-orientale : certaines furent saisies, avec tact (nous pensons notamment aux ventes d'armes, comme celles portant sur des avions de combat Rafale à l'Égypte et au Qatar), d'autres furent perdues.

Au début du nouveau mandat présidentiel, la scène géopolitique régionale est toujours aussi confuse et fluctuante. Tous les problèmes que traîne la région depuis des années, y compris sous la Présidence de Hollande, perdurent et s'aggravent, et d'autres s'y rajoutent, affectant dramatiquement la visibilité et la capacité d'anticipation des acteurs étrangers. **Le nouveau Président français Emmanuel Macron doit se construire, à son tour maintenant, une image attractive, valorisante et compétitive, pour consolider les acquis de la France sur la zone, et étendre son influence et élargir ses parts de marché.** Pour cela, il doit surtout **connaître les véritables attentes des partenaires et acteurs régionaux, identifier leurs priorités.**

La France et son nouveau Président doivent surtout réévaluer en permanence l'évolution de leur image, et donc du potentiel qu'ils représentent à un moment donné pour leurs partenaires régionaux, en fonction des priorités de ces derniers et des capacités françaises à y répondre. Cet exercice, continu, ne peut se faire, en réalité, sans un travail soutenu pour **mettre en avant les avantages comparatifs de la France face aux autres puissances extérieures.** A un moment donné, et sur un dossier déterminé, les dirigeants d'un pays de la région devraient pouvoir obtenir de la France, et à des conditions avantageuses, le soutien et la contribution qu'ils espèrent pour atteindre leurs objectifs prioritaires.

Si la nouvelle équipe présidentielle se doit de **repenser les priorités françaises sur la zone en fonction de sa propre vision stratégique** [[MOAN – France : Repenser les priorités françaises dans un cadre stratégique global](#)], elle gagnerait, dans le contexte géopolitique actuel, à offrir aux partenaires régionaux cette troisième voie qu'ils ont toujours recherchée par souci de rééquilibrage face à un partenaire américain (ou autre) trop pesant, et qu'ils ont souvent trouvée en la France [[Moyen-Orient : La France redevient une « 3ème voie »](#)]. Encore faut-il que l'aile pragmatique de cette équipe qui se construit avec des éléments proches d'un néo-conservatisme à l'américaine, soit convaincue et disposée à **reconnaître les erreurs du passé.** [Lire le rapport du *Committee on International Relations* au *House of Lords* publié le 2 mai 2017: [The Middle East: Time for New Realism](#)]

E-Diplomacy

- **Arabie Saoudite – France** : Après MBN (le Prince héritier, premier vice-Premier ministre, Ministre de l'Intérieur Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz), MBS (le vice-Prince héritier, deuxième vice-Premier ministre, Ministre de la Défense Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz) vend à son tour la déradicalisation à la France : Le Centre de Lutte Idéologique, « qui combat l'extrémisme à la racine et promeut le vrai islam », communique depuis le 30/04 en langue française sur Twitter via le compte @Fekerksa_Fr. Le « CLI RAS » est « affilié au ministère saoudien de la défense » tel qu'il est précisé dans le profil du compte. En Arabie saoudite, la « déradicalisation » était jusque-là du domaine exclusif du Ministère de l'Intérieur et du prince Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz. Ce dernier a d'ailleurs abordé ce sujet avec les autorités françaises lors de discussions à Riyad et à Paris, alors que les lobbyistes du royaume en France faisaient la promotion de ce programme saoudien lors de rencontres parisiennes, dont une rencontre au Sénat (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **E-Diplomacy** est réservée aux clients de MESP*

La France vue par les 24

L'élection présidentielle française a été suivie de très près par les médias et par les chancelleries du Moyen-Orient. L'illustre inconnu qu'était Emmanuel Macron **pour les dirigeants de la région**, il y a seulement quelques semaines, est vite devenu une curiosité, avec la sortie du candidat Fillon, avant de devenir le successeur et héritier de François Hollande. Les demandes de biographies sur le nouveau Président, sur son entourage, ses réseaux, et son équipe qui se construit, confirment à la fois l'intérêt pour le personnage et la méconnaissance de l'homme politique qui sera leur interlocuteur premier en France pour les cinq prochaines années au moins. Au final, et malgré les soubresauts de la campagne et le duel d'arrivée, le choix des Français est perçu comme étant celui du **changement dans la continuité**. Cela facilite forcément le repérage des lieux pour les partenaires régionaux de la France. Que peuvent espérer et attendre les principaux acteurs régionaux de la France ? (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

▪ Défense & Armement

- Arabie saoudite :

- Riyad et Ankara finalisent un gros contrat d'armement
- Pour MBS, l'industrie de défense est une priorité économique
- Moscou confirme l'intérêt saoudien pour les systèmes d'armes russes
- Les Saoudiens déjouent une attaque par voie de mer contre Aramco
- Pour Trump, les Saoudiens ne paient pas assez pour leur défense...
- Mattis à Riyad : renforcer les capacités militaires saoudiennes « dans l'intérêt des EU »
- Les Panstir-1 émiratis ont abattu un hélicoptère saoudien au Yémen ?
- La RSAF reçoit le 3ème lot de F-15SA Advanced Eagles
- Premiers exercices aériens saoudo-soudanais

- Bahreïn : Washington assouplit les conditions de ventes de F-16 à Manama

- CCG : L'AS et les EAU parmi les 15 pays qui dépensent le plus pour leur défense

- Egypte :

- Le ministère égyptien de la défense confirme la réception des premiers MiG-29
- Maladresse saoudienne à l'égard de Sissi : Assiri fait des révélations, puis se rétracte...
- Rumeurs sur un projet de base militaire égyptienne en Erythrée
- La Marine égyptienne réceptionne son deuxième sous-marin Type-209/1400
- Négociations avec les Russes au Caire pour équiper les Mistral
- L'Armée de l'Air reçoit trois nouveaux Rafale

- EAU :

- Accrochage entre les Garde-côtes émiratis et les Pasdarans
- Nouvelles informations russes sur l'intérêt abudhabien pour le Su-35
- Abou Dhabi consolide son partenariat militaire avec Le Caire

- **Koweït :**
 - Instauration d'un service militaire pour les Koweïtiens
 - Les Canadiens perdent un contrat avec le Koweït à cause d'une blague...
- **Liban :**
 - Intensification de la coordination entre les FAL et le Pentagone
 - Les aides militaires franco-saoudiennes toujours bloquées
- **Moyen-Orient :** Trump ferait une exception pour maintenir les aides au Caire et à Amman
- **Turquie :**
 - Erdogan et Poutine discutent de la coopération militaire : S-400
 - Le CEM turc rencontre son homologue américain à Washington

*La suite de ces notes et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

Spotlight

Arabie saoudite

- **Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz :** Le Prince héritier prend en charge le dossier qatari (...)
- **Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz :** Le vice-prince héritier saoudien le prince Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz a donné (02/05) une interview à la chaîne de télévision nationale *Saudi TV*, retransmise instantanément sur la chaîne saoudienne privée *al-Arabiya*, et par divers médias alliés. L'interview, dont des extraits sont repris par les médias régionaux et internationaux, a clairement profité à l'image du jeune ministre de la défense, quelques jours seulement après son coup de force au palais et la série de remaniements imposés à des postes-clés du pouvoir.
MBS poursuit sa stratégie de conquête du pouvoir, et s'exerce désormais à la communication, dans ses trois dimensions : interne, régionale et internationale. L'interview du 02/05 regroupe ces trois dimensions. Les questions sociales, économiques, régionales, internationales y sont abordées, de manière construite et cohérente.

Les questions économiques et sociales internes sont abordées franchement, sans détour, tout comme les questions régionales les plus délicates (...)

- **Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz** : Echanges virulents entre Riyad et Téhéran : MBS au cœur des tensions (...)
- **Mishaal Ben Abdulaziz** : Le *diwan* royal a annoncé le 03/05 le décès du prince Mishaal Ben Abdulaziz. Mishaal, 93 ans, est le demi-frère du roi Salman Ben Abdulaziz. Il était à la tête du Conseil d'allégeance, (longtemps) après avoir occupé plusieurs postes officiels dont celui de ministre de la défense. Mishaal contestait son éviction de la succession, puisqu'il se voyait prince héritier lui-même... Quelles implications sa mort pourrait avoir sur les équilibres internes et sur le Conseil d'allégeance ? (...)

Emirats Arabes Unis

- **Mohammad Ben Zayed Al Nahyan** : Le Prince héritier d'Abou Dhabi, vice-commandant des Forces armées fédérales cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan (MBZ) s'affirme comme interlocuteur central dans la crise libyenne.

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*